

Engager une « économie politique » pour le XXI^e siècle

mardi 30 mai 2017, par François Morin

Plus que jamais, nous devons nous demander pourquoi le travail, source de toute richesse produite, ne trouve toujours pas, dans nos économies capitalistes en crise, la forme de reconnaissance qui devrait être logiquement la sienne, que ce soit dans l'organisation des firmes ou, plus encore, dans celle de nos sociétés. De façon plus lapidaire, posons-nous la question : pour quelle raison la « valeur-capital » demeure-t-elle toujours cette valeur *normative* [1] qui organise nos économies, au détriment d'une « valeur-travail » qui lui reste finalement bien soumise ? Vient donc ensuite la question de savoir si l'on continue à dresser un constat d'autant plus désarmant que régulièrement renouvelé. C'est ici que l'économiste doit probablement se parer de l'habit du citoyen pour se poser une question plus directement politique : comment faire pour que la valeur-travail, source de toute richesse produite, accède enfin au statut de norme organisatrice de notre vie sociale ?

Tenter de répondre à cette question est sans aucun doute engager une réflexion sur une refondation paradigmatique de nos systèmes économiques. Cette interrogation n'est évidemment pas nouvelle : elle a toujours été concomitante de l'évolution du capitalisme et a déjà produit des travaux importants, comme ceux que l'on retrouve dans les traditions marxiste, keynésienne ou encore institutionnaliste, dont on peut citer pour ces derniers l'actuelle théorie de la régulation. Ces travaux intellectuels sont évidemment nécessaires pour fournir les matériaux d'une refondation aujourd'hui vitale. Mais, ils sont probablement en eux-mêmes insuffisants pour opérer en pratique la refondation recherchée. Celle-ci doit s'appuyer sur la force des mouvements sociaux et se conjuguer avec elle pour avoir une quelconque chance d'aboutir. Or, le constat est là, et il est bien amer. La mise en œuvre d'une refondation pourtant bien souhaitable est toujours à la peine.

1 - La « valeur-capital » épicerie de la multi-crise de nos systèmes économiques

L'hypothèse que nous avançons pour expliquer cette impuissance tient pour une part importante, selon nous, à un certain nombre de déficiences de type intellectuel. Ce sont, entre autres, celles qui sont liées à un manque de compréhension ou de connaissance des stratégies symboliques et pratiques des détenteurs de pouvoir ou de capitaux (qui sont souvent les mêmes). C'est la raison pour laquelle, nous proposons d'approfondir cette connaissance en faisant référence à un concept à nos yeux très important, celui de « valeur-capital », dont on peut trouver les premières – et les seules – formulations chez Marx [2]. En effet, et assez

curieusement, à la différence du concept de « valeur-travail » qui fait florès depuis longtemps, le concept de « valeur-capital » disparaît totalement de toute la littérature critique, aussi bien chez les économistes hétérodoxes que chez les sociologues (marxistes ou non). C'est étonnant et cela doit nous interroger ? N'y a-t-il pas là un symptôme significatif ? Nous y reviendrons.

À cet élément d'ordre théorique s'ajoute un élément d'urgence pratique qui tient à la situation de « multi-crisis » [3] que notre planète subit de façon croissante. Qui ne voit pas en effet la multiplication des impasses dangereuses de nos sociétés ? Plus encore, les crises qui en découlent n'entrent-elles pas en résonance les unes avec les autres ? Les conflits de nature géopolitique se radicalisent – guerres de religions, terrorismes – provoquant des flux migratoires impressionnants. La montée des replis identitaires qui en résultent, notamment en Europe (mais pas seulement), n'est plus marginale sur le plan politique. Les réflexes protectionnistes en sont une des conséquences visibles et tendent à prolonger la crise économique avec son cortège d'inégalités croissantes. La conséquence directe de cette situation, sous l'influence d'une pensée néolibérale toujours très active, est une asphyxie des financements non seulement pour les politiques budgétaires, mais aussi pour les investissements environnementaux qui restent par ailleurs très largement sous-estimés. À cela s'ajoute enfin le rôle des marchés financiers qui, dans les moments de crise aiguë, sont à tel point tétanisés que le monde politique est amené à leur donner sans cesse des gages toujours plus importants : de plus en plus de décisions politiques majeures ne sont-elles pas arbitrées finalement par les actions-réactions des marchés financiers, bref par les contradictions d'un capitalisme financier évoluant de crises en crises de plus en plus fréquentes et virulentes ?

L'urgence théorique et pratique est donc évidente. Sur le fond, elle nous impose de mieux comprendre le jeu des forces qui

entraînent notre planète vers une dérive extraordinairement préoccupante. C'est la raison pour laquelle, dans l'ouvrage dont nous présentons ici une brève synthèse, nous avons choisi de renouer avec une démarche « d'économie politique ». Non seulement cette approche était déjà, au XVIII^e siècle, celle des penseurs du capitalisme des débuts ; ceux-ci en effet cherchaient à comprendre, dans une vision globale, les fondements du nouveau système économique qui se mettait en place à leur époque. Mais, nous avons aussi appris déjà que toute recherche économique qui se réclame d'une vision globale, cohérente mais qui ne nie pas en même temps les contradictions de nos systèmes économiques, doit se combiner aussi avec le temps long, le temps historique, pour fonder une réflexion théorique se réclamant d'une véritable démarche critique, bref d'une démarche d'économie politique.

Dans cette perspective méthodologique et historique, revenons à la question principale. Qu'est-ce qui fait les lignes de force d'évolution de nos économies capitalistes développées et qui les précipite cependant aujourd'hui dans un faisceau de crises gravissimes, en résonance les unes avec les autres ? Répondre à cette question, suppose, à notre sens, dans un premier temps de la démarche, de remettre au centre de l'analyse des concepts aussi fondamentaux que ceux de travail, capital, patrimoine, monnaie et propriété. Évidemment, il faut les remodeler, les actualiser, pour qu'ils nous permettent de penser à nouveau nos systèmes économiques dans leurs substrats et leurs contradictions actuels. Il faut aussi les articuler dans des formes de cohérence elles-mêmes renouvelées. C'est une des conditions nécessaires pour penser le changement de paradigme qui s'impose.

Mais il y a un préalable concernant le paradigme de la pensée économique dominante qu'il convient de combattre fermement et de façon déterminée. La théorie néoclassique et sa traduction politique dans le néolibéralisme contemporain montrent déjà, dans les faits, les catastrophes auxquelles la mise en œuvre de cette pensée aboutit : une instabilité délétère des marchés financiers et un monde du travail où le moins-disant social l'emporte finalement. Son épistémologie de base est maintenant clairement démontée et mise en cause : une rationalité totalisante de l'homo œconomicus, une vision idyllique de l'efficacité des marchés qui en réalité ne s'applique pas aux marchés financiers, des États qu'il faut rabaisser au rang d'agents économiques quelconques, une pratique de la régulation dont l'objet est d'inciter seulement le bon retour à des équilibres de marché, ou encore une négation totale du rôle de la monnaie, sauf en matière d'inflation [4].

Sur quoi, dès lors, fonder le nouveau paradigme ? D'abord revenir aux fondamentaux de la critique du capitalisme. Nos références sont, sur le fond, celles de K. Marx et de J.M. Keynes. En étudiant le concept de « valeur-capital » de Marx, nous avons trouvé une voie féconde, insuffisamment explorée à notre sens, pour relire les logiques fondamentales de développement de nos systèmes économiques, ce qui permet un approfondissement dans la compréhension de l'organisation des plus grandes firmes. Comme nous l'avons indiqué, nous avons été particulièrement

frappé par les tout derniers écrits de K. Marx sur ce qu'il appelle la « valeur-capital ». Il y a là une voie tout à fait passionnante et riche pour décrire ce qu'il appelle lui-même les « métamorphoses du capital individuel » [5]. Ces écrits, non publiés de son vivant, sont à notre sens mal connus, ou insuffisamment exploités pour analyser les fonctions de la firme de type capitaliste (ce qu'il dénomme « le capital individuel »). Marx décrit minutieusement les trois formes fonctionnelles de la valeur-capital, A, P, M' : A représente la forme argent de la valeur-capital, P, la forme productive de la valeur-capital, et M', la forme marchandise de la valeur capital. Ces trois formes, nous dit-il, grâce à leurs fonctions, se combinent dans des figures cycliques. Dans le capitalisme, le cycle du capital-argent (ou forme argent de la valeur-capital) est central, puisque la forme argent de la valeur-capital – qui initie son cycle – se retrouve sous la forme argent en fin de cycle, mais augmentée du profit (figure cyclique A - A'). Mais, pour que ce cycle puisse s'accomplir, la mise en œuvre des fonctions des autres formes de la valeur-capital sont nécessaires : la forme productive et la forme marchandise. Simultanément, ces deux autres formes fonctionnelles de la valeur-capital sont engagées également dans des cycles (P-P' et M'-M') qui leur sont propres. Au total, les trois cycles de la valeur-capital s'enchaînent, car, à la fin de chaque cycle, la valeur-capital retrouve la forme qui l'a initiée et peut donc se poursuivre à nouveau. En même temps, ces cycles se superposent, car, à chaque moment du temps, la valeur-capital revêt simultanément ces trois formes. D'où l'extrême complexité des métamorphoses d'un capital individuel dès lors qu'il prend la forme d'une valeur-capital qu'il faut valoriser.

Nous avons prolongé l'analyse de Marx par deux types d'apports. Le premier est de montrer que nous avons là un outil théorique exceptionnel pour comprendre – sur le fond – ce qu'est une comptabilité d'entreprise. Il est en effet aisé de montrer que le cycle du capital argent (A-A') est parfaitement saisi en comptabilité générale, de façon synchronique, par le compte de bilan d'une entreprise. De son côté, le cycle du capital marchandise (M'-M'), dont la durée n'est pas la même que celle du cycle du capital-argent, est clairement quantifié par celui, cette fois-ci diachronique, du compte de résultats. Cette approche permet cependant de constater immédiatement les failles de la comptabilité actuelle. Celle-ci ne prend pas en effet en compte la réalité du cycle du capital-productif (P-P'). Ce n'est évidemment pas un hasard, car c'est dans ce cycle que se forme le profit d'entreprise qui a pour substrat la plus-value, c'est-à-dire la quantité de travail qui n'a pas été rémunérée sous forme de salaires et qui a pourtant participé à la création des biens ou des services au cours dudit processus de production. Nous apportons à cette démonstration des exemples chiffrés qui sont autant de moyens qui permettent de révéler la nature profonde du profit, donc du capital, et finalement du système qui lui donne corps, le capitalisme.

À la suite de l'analyse des formes fonctionnelles de la valeur-capital, et de leur quantification, le second apport est d'avoir ajouté une autre dimension : celle des « formes organisationnelles ». Grâce au procédé graphique que l'on propose au lecteur, on peut voir comment ces diverses formes,

fonctionnelles et organisationnelles de la valeur-capital, se combinent, se hiérarchisent, et permettent finalement de dresser le panorama des figures contemporaines de la firme de type capitaliste. Avec tout d'abord la firme mono-activité, qui intègre dans une organisation hiérarchique unique les trois formes fonctionnelles de la valeur-capital ; la firme multibranches ensuite, qui différencie la fonction du capital productif en plusieurs activités ; la firme divisionnelle de son côté, qui décentralise les fonctions liées au capital-marchandises en autant de divisions ; enfin, la firme organisée en centres de profit, qui elle aussi décentralise à son tour les fonctions liées au capital-argent. Cette présentation, à notre connaissance inédite, oblige de revenir sur des définitions cruciales de plusieurs notions qui sont au cœur de toute activité économique : propriété, patrimoine, société, personne morale, capital, valeur actionnariale, marché des capitaux.

Dans l'ouvrage que nous proposons, nous avons pris soin de restituer ces concepts dans l'économie du XXI^e siècle, celle de la financiarisation des firmes et celle de la globalisation des marchés monétaires et financiers. La valeur-capital s'est en effet financiarisée depuis deux décennies, dans un contexte de globalisation financière à l'échelle mondiale. On peut démontrer assez facilement que notre monde est désormais dominé par les géants de la finance internationale : d'un côté, de puissants investisseurs institutionnels à l'origine de la financiarisation, et, surtout, de l'autre des méga-banques systémiques, formant ensemble un oligopole dominateur, mais dont les pieds sont d'argile. Ce dernier a été à l'origine des dernières crises systémiques et menace d'être à l'origine de la prochaine catastrophe mondiale par l'éclatement de la bulle obligataire mondiale [6].

De ces transformations récentes, les États ont été pris en otage, ce qui explique leur impuissance actuelle et, de façon corrélative, l'affaissement des démocraties. Ils sont, très exactement, pris en tenaille. D'un côté, le monde du travail subit de plein fouet les effets de la financiarisation ; les conséquences en sont particulièrement visibles sur l'organisation et le marché du travail ; et la valeur-capital financiarisée impose sa loi à tous par ses exigences de rendements insensés et totalement excessifs. D'un autre côté, l'oligopole bancaire mondial se considère comme intouchable depuis la chute de Lehman Brothers, car chacun sait dorénavant que la faillite d'une nouvelle banque systémique entraînerait de nouveau un chaos mondial. C'est la raison pour laquelle la force de lobbying du monde bancaire est d'une efficacité absolue, démantelant ou retardant toute régulation sérieuse qui pourrait entamer le pouvoir de chacune de ces banques [7].

La gravité de la situation est telle que nous sommes dans l'obligation morale et politique, simplement comme citoyens, d'exprimer non seulement notre indignation et notre colère, mais aussi de réfléchir et d'agir pour un changement, dont l'utopie soit, si possible, réaliste. Notre ouvrage a été écrit dans cet esprit. Nous avons conscience de n'être qu'une petite pierre de l'édifice intellectuel et pratique à construire. Toutes les propositions qui y figurent méritent d'être débattues et

critiquées.

2 - La valeur-travail, cœur de la refondation d'un système

Quels sont donc les ingrédients théoriques et pratique de la nouvelle économie politique du XXI^e siècle que l'on propose, une fois fait le constat sévère que la valeur-capital est bien à l'épicentre de la multi-crise de nos systèmes économiques ? Nous proposons trois axes de réflexion : la refondation du travail, la refondation de la monnaie et la refondation de la démocratie. Ces refondations s'articulent entre elles, comme nous nous essayons de le montrer.

La refondation du travail

Penser celle-ci nécessite de faire appel à un cadre théorique qui dépasse le seul niveau des entreprises et se rapporte à la division sociale du travail, et donc des activités d'une économie prise dans son ensemble. Nous avons vu plus haut comment il était possible de rendre compte des métamorphoses des capitaux individuels. Mais, pour appréhender les logiques d'ensemble de ces capitaux, il faut mobiliser des outils d'analyse particuliers, comme par exemple les schémas de la reproduction élargie de Marx. À cette échelle d'analyse, la principale difficulté consiste à comprendre comment les profits des différentes branches de l'économie s'écartent des plus-values produites dans chaque d'elles en raison de la tendance à l'égalisation des taux de profit dans tout le système économique. Cette tendance à l'égalisation des taux de profit résulte bien évidemment de la mobilité et de la concurrence de ces capitaux entre eux. Cette question cruciale pour la compréhension de la logique d'ensemble d'un système économique de type capitaliste est repérée par la littérature depuis un siècle et demi comme étant celle de la transformation des « valeurs en prix de production » [8]. Les « valeurs » sont celles du travail fourni dans chaque branche, et donc des plus-values afférentes à celles-ci ; les « prix de production » sont ceux que l'on constate lorsque les marchandises sont vendues et qui incorporent donc les profits d'entreprise. Il n'existe a priori aucune raison pour que les valeurs produites dans chaque branche soient égales au prix de production des marchandises vendues, puisqu'il y a cette logique propre au système d'égaliser les taux de profit, c'est-à-dire de rendre uniforme le rapport entre les profits et les capitaux investis, quelles que soient les branches. Or, les capitaux investis peuvent mobiliser une proportion de force de travail très différente d'une branche d'activité à l'autre.

On doit à la recherche très récente de Vincent Laure Van Bambeke [9] d'avoir accompli une rupture épistémologique majeure en donnant une réponse très convaincante à la transformation des valeurs en prix de production. Cet auteur démontre en effet, dans une présentation mathématique rigoureuse, la double égalité recherchée à l'échelle du système : la somme des profits est bien égale à la somme des plus-values

d'une part, et la somme des valeurs produites est bien égale, elle aussi, à la somme des prix de production d'autre part. Cette démonstration est conduite en tenant compte de montants différents de capital fixe dans chacune des branches de l'économie, ce qui fait de cette démonstration une première mondiale [10]. Cette présentation, encore une fois très rigoureuse, permet de donner une assise extrêmement forte, et pour notre part que nous considérons comme scientifique, à la théorie de la valeur-travail.

En nous appuyant sur cette démarche, nous avons cherché à tracer les voies théoriques et concrètes d'une refondation possible du travail dans une nouvelle économie où il s'agirait dorénavant de « valoriser la valeur-travail ». À l'échelle sociale, la clé fondamentale qui permettrait de sortir des logiques infernales de la valorisation de la valeur-capital serait de freiner, voire d'arrêter la concurrence et la mobilité exacerbées des capitaux entre les branches de l'économie, et de rechercher au contraire les solutions coopératives. Et pour cela, il faut tout faire pour favoriser l'investissement à très long terme, seul moyen pour échapper à la tendance à l'égalisation des taux de profit et du court-termisme de capitaux de plus en plus volatils. Ce type de reconstruction du système économique permet la réconciliation des valeurs et des prix qui, à son tour, permettra à tous les salariés de mieux comprendre leur participation à la production des biens et des services, mais aussi d'exiger de participer de façon active à la prise de décision concernant les fruits de leur travail.

Sur ce plan, la principale proposition concrète consiste à introduire dans les organes de gouvernance des firmes à la fois le temps long, mais aussi la codétermination dans la délibération et dans la décision. Pour atteindre cet objectif, nous proposons de façon très précise l'introduction d'un « conseil d'administration du temps » dont l'objectif fondamental est de permettre réellement une valorisation de la valeur-travail. Se trouvent représentés, dans ce conseil, les administrateurs du *temps passé* – ceux qui ont réalisé des apports en nature et en ressources financières –, les représentants du *temps présent* – les salariés et les dirigeants – et les représentants du *temps futur* – les scientifiques ou les experts qui sont susceptibles d'entrevoir l'avenir de la firme. La codétermination exprime simplement le fait que les salariés sont représentés au conseil par des représentants qui occupent la moitié des sièges. Ce conseil décide alors l'affectation des résultats de l'entreprise entre ce qui doit être la rémunération des prestations de service *passées* de ceux qui ont fait des apports à l'entreprise, la part qui doit ensuite revenir aux salariés en complément de leurs salaires *présents*, et enfin la part qui doit être réservée à l'investissement *futur*.

La refondation de la monnaie

Après le travail, il convient de trouver les moyens de refonder la monnaie. Ici, l'apport de Keynes est considérable, car il nous fournit une lecture essentielle du rôle de la monnaie dans nos économies développées, à travers le crédit, le rôle des marchés

financiers et ce que pourrait être une nouvelle monnaie internationale [11].

La monnaie est aujourd'hui un bien privatisé dont la création échappe complètement aux États et dont la gestion revient à un oligopole privé qui occupe des positions dominantes – dont il a abusé – sur les deux principaux prix fondamentaux de la monnaie : le taux de change et le taux d'intérêt.

On ne peut en effet que constater que l'émission des grandes monnaies est le fait des banques (monnaie scripturale) et de banques centrales indépendantes des États (monnaie centrale). Les États ont de ce fait perdu depuis les années 1970 toute souveraineté monétaire.

Par ailleurs, les deux prix fondamentaux de la monnaie se forment aujourd'hui sur des marchés soumis à la loi de l'offre et de la demande. On peut alors démontrer très facilement que c'est en raison de ce caractère privé de la monnaie que notre planète connaît depuis une vingtaine d'années des crises financières à répétition, dont le caractère systémique a été concomitant avec la globalisation des marchés monétaires et financiers intervenue au milieu des années 1990.

C'est la raison pour laquelle, il est urgent de changer le statut de la monnaie et de reconnaître son caractère de bien public et sa fonction politique éminente. Les idées de Keynes sont ici fondamentales pour penser la réforme du système monétaire international et introduire une monnaie commune (et non unique) à cette échelle, monnaie qu'il proposait d'appeler le « Bancor » [12]. Cette idée doit être aujourd'hui remise à l'ordre du jour, en toute urgence, avec la convocation d'un nouveau Bretton Woods. L'objet d'une telle conférence serait de mettre en place un institut d'émission de la monnaie commune, qui aurait pour objectif central de stabiliser le système monétaire international grâce à un système de parités fixes qu'il aurait seul le pouvoir d'ajuster, le cas échéant.

La refondation démocratique

Partant du constat que les États sont devenus impuissants politiquement pour réformer le monde du travail et le monde de la finance, il fallait indiquer, pour terminer, les chemins possibles d'une refondation de nos démocraties. Nous en avons exploré trois.

Le premier consiste à bien comprendre que la monnaie, nous y revenons, peut être un puissant facteur de revitalisation démocratique. En effet, des monnaies locales à la monnaie commune internationale, en passant par les monnaies nationales, on possède là de puissants outils pour préparer l'avenir. Car toute monnaie est une monnaie-crédit, promesse d'avenir par les projets qu'elle peut engager et financer. À condition naturellement que l'émission et la gestion de cette monnaie soient le fait d'instances collectives ayant des assises démocratiques.

Le second chemin explore la façon dont les pays démocratiques pourraient valoriser de façon efficace et transparente le travail

personnel ainsi que le travail collectif. Dans la première situation, nous proposons d'établir la visibilité des droits de tirage – de toute personne – au long de sa vie. Cette connaissance de ces droits passerait alors par la gestion de trois comptes-temps : le compte d'activité, le compte de formation et le compte de développement personnel. Le premier serait financé par les cotisations sociales et les deux autres par l'impôt. En ce qui concerne la valorisation du travail collectif, elle passe par une révolution fiscale en deux points : la suppression de tous les impôts sur le revenu et l'introduction à leur place d'une taxe sur les actifs nets des personnes physique (TAN). Ce projet fait l'objet d'intenses discussions en France. Il est notamment porté par le comité Bastille [13].

Une troisième proposition concerne une réforme possible des institutions politiques qui, dans beaucoup de pays, ont démontré leurs limites dans le contexte d'un monde globalisé qui est le

nôtre. De nombreuses voix s'élèvent actuellement pour réclamer la mise en place de nouveaux pouvoirs citoyens. Nous indiquons une piste qui consisterait à introduire des « Sénats-citoyens » à tous les échelons territoriaux, dans lesquels les citoyens seraient tirés au sort. Là aussi, nous avons fait le point de travaux avancés sur le sujet [14].

Les défis intellectuels, politiques et moraux sont aujourd'hui d'une grande acuité. Ce sont à la fois les citoyens et les responsables politiques qui sont appelés à poser des actes majeurs de refondation, qui soient à la fois économiques, écologiques et politiques. C'est pourquoi nous avons choisi de paraphraser Sénèque pour conclure notre démarche : « Ce n'est pas parce que cette refondation est difficile à engager que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elle est rendue si difficile ».

Notes

[1] Par suite d'échanges avec Jean-Marie Harribey, nous avons retenu la distinction qu'il propose entre le statut *normatif* acquis par la valeur-capital, par rapport au statut *scientifique* de la valeur-travail dans la production de biens et services.

[2] K. Marx, *Le capital, Critique de l'économie politique* », (1867), Livre premier : « Le développement de la production capitaliste », Sections I, II et III. Traduction française de la première édition allemande par Joseph Roy et entièrement révisée par Karl Marx, 1872-1875, Paris, Éditions sociales.

[3] Michel Rocard : « Les mystères de la finance », *Revue Le Débat*, n°189, Mars-avril 2016, p.119-125.

[4] Voir l'ouvrage de S. Keen, *L'Imposture économique*, Éd. de l'Atelier, 2014, avec une préface de Gaël Giraud. Il est édité en langue anglaise dès 2001 pour sa première édition, sous le titre *Debunking economics : The Naked Emperor Dethroned* », Zed Books Ltd, 2001.

[5] Cf. les manuscrits V, VI et VII (datés de 1877 et 1878), publiés dans *Le Capital*, Livre II, Tome premier, Éditions sociales, 1960, p. 38 - 108. Dans ces manuscrits, K. Marx étudie le fonctionnement déterminé du cycle autonome d'un capital individuel.

[6] De très nombreux auteurs prédisent l'éclatement de la bulle obligataire avec des conséquences dramatiques. Voici quelques références : Michel Crinetz, « Pourquoi la prochaine crise sera pire », *Le nouvel économiste*, 2 mars 2016 ; Patrick Artus, « La prochaine crise sera extraordinairement violente », *Les Echos*, 1^{er} février 2016 ; Joseph Stiglitz, *La grande fracture*, Les Liens qui libèrent, 2015 ; Georges Soros au forum d'investisseurs à Colombo au Sri Lanka : « Une nouvelle crise financière menace le monde », AFP 7 janvier 2016.

[7] On trouvera une analyse plus développée dans notre ouvrage : « L'hydre mondiale, L'oligopole bancaire », Lux 2015

[8] Pour approfondir cette problématique depuis ses débuts, on pourra se référer par exemple à : « Valeur et prix. Histoire d'un débat », par Gilles Dostaler, L'Harmattan, 2013.

[9] Laure Van Bambeke, *Les méandres de la transformation des valeurs en prix de production, Essai de théorie économique rationnelle*, L'Harmattan, 2013, ainsi que : « De la valeur-travail aux prix de production, ou les méandres de la transformation des valeurs en prix de production », *Les Possibles*, n° 2, hiver 2013-2014.

[10] L'introduction de capital fixe dans le processus de production modifie la règle de la valeur-travail telle que celle-ci avait pu être pensée par les économistes classiques ou marxistes. La raison en est que la production de la machine induit un report dans le temps de la vente du produit fini et donc du profit. Il en résulte que la valeur d'une production nécessitant davantage de capital fixe aura une valeur d'échange supérieure afin d'assurer pour une même durée une égale rentabilité. Le système développé par Marx, mais aussi celui de Ladislaus Borkiewicz se sont trouvés finalement impuissants à résoudre cette difficulté. Ils n'admettent de solution que si on fixe l'une des deux conditions : soit le total des prix égale le total des valeurs, soit le total des profits égale le total des plus-values, mais pas les deux à la fois.

[11] John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, éd. Payot, 1998.

[12] Keynes J. M., « Proposals for an international Clearing Union » repris dans *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Vol. XXV : Activities 1940-1944. Shaping the post-War World : The Clearing Union (1980), Macmillan for the Royal Academic Society. Voir également Gilles Dostaler, « Keynes et Bretton Woods », in *Interventions économiques. Pour une alternative sociale*, n° 26, automne 1994 - hiver 1995 (Dossier : "De l'ordre des nations à l'ordre des marchés, Bretton Woods, cinquante ans plus tard"), pp. 53 à 78.

[13] Le Comité Bastille dispose d'un site internet qui actualise en permanence les propositions relatives à cette taxe. On pourra également consulter l'ouvrage d'André Teissier du Cros : *La taxe sur l'actif net ou impôt progressif sur le patrimoine dormant*, l'Harmattan, 2016.

[14] Cf. les travaux de l'association [« Sénat citoyen »](#).